

COMMISSION PARITAIRE NATIONALE

Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile

Avenant n° 100 à la Convention collective nationale relatif aux salaires minima

Les organisations soussignées,

Vu l'article L.2241-1 du code du travail,

Vu les barèmes de salaires minima annexés à la Convention collective, modifiés en dernier lieu par avenant n°97 du 19 janvier 2021, étendu par arrêté 12 avril 2021 (JO du 27 avril 2021),

Vu l'avenant n° 99 du 7 juillet 2021 à la Convention collective nationale relatif aux salaires minima,

Vu le décret du 27 septembre 2021 relatif au relèvement du salaire minimum de croissance (JO du 30 septembre 2021),

Conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}- Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective sont modifiés comme suit :

MINIMA GARANTIS POUR 35 HEURES

Ouvriers Employés	
Echelons	2022
12	2 021 €
11	1 971 €
10	1 920 €
9	1 878 €
8	1 820 €
7	1 766 €
6	1 734 €
5	1 701 €
4	1 674 €
3	1 652 €
2	1 636 €
1	1 619 €

Maîtrise	
Echelons	MG 35 h
25	2 555 €
24	2 420 €
23	2 285 €
22	2 154 €
21	2 083 €
20	2 021 €
19	2 016 €
18	1 996 €
17	1 977 €

Cadres	
Niveaux/ Degrés	MG 35 h
V	5 369 €
IV C	4 831 €
IV B	4 561 €
IV A	4 294 €
III C	4 026 €
III B	3 758 €
III A	3 489 €
II C	3 222 €
II B	2 954 €
II A	2 687 €
I C	2 554 €
I B	2 420 €
I A	2 285 €

BN VN U

JD
B
AK
JG

Article 2 - La valeur du point de formation-qualification visé à l'article 2-05 et figurant au point 2 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est portée à 3,47 €.

Article 3 - Le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 1-10 d) 6 et 8, et figurant au point 3 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est porté à 6,09 €.

Article 4 - Les organisations soussignées, soulignant l'importance du respect de des salaires minima dans l'ensemble de la branche, conviennent que le présent avenant est applicable à l'ensemble des employeurs, sièges et établissements, quel que soit leur effectif, y compris les entreprises et établissements de moins de 50 salariés, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 5 - Les organisations soussignées rappellent par ailleurs qu'elles ont notamment pris en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et plus particulièrement celui de l'égalité des rémunérations, pour la fixation des salaires minima garantis définis à l'article 1 du présent avenant.

L'avenant s'applique par ailleurs conformément à l'article 1.17 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de la Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile étendue.

Article 6 - Il sera procédé au dépôt légal du présent accord, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Article 7 - Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, si l'arrêté d'extension qui le concerne est publié en 2021.

Si l'arrêté d'extension était publié en 2022, l'accord entrerait en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant celui au cours duquel cet arrêté aurait été publié.

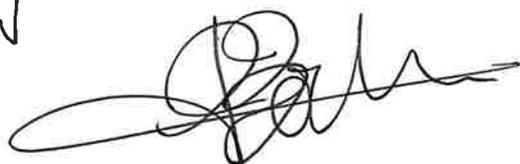
Il se substituera en tout état de cause à l'avenant n° 99 du 7 juillet 2021 dès le 1^{er} jour du mois suivant celui au cours duquel cet arrêté aurait été publié.

Fait à Paris, le 14 octobre 2021

Organisations professionnelles

Organisations syndicales de salariés

ASAV



FNA



C.N.P.A.

Conseil National de Professions de l'Automobile

Fédération FO Nettoyage

C.F.T.C.

FGA (FOT)

CFE-CEC

FTM-CGT